

Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Déclaration du groupe de la CFDT

L'avis affirme clairement que la France a besoin d'une industrie forte pour tenir son rang dans la compétition économique, créer des richesses et des emplois de qualité et répondre aux défis des transitions écologique, énergétique et numérique. Le groupe CFDT l'a voté car il partage cette analyse. L'industrie peut offrir des métiers à forte qualification et salaires élevés, y compris en tirant d'autres secteurs, comme un récent rapport de la Banque mondiale l'a confirmé. Pour cela elle doit relever les défis de la compétitivité, des compétences et de la connectivité.

Nous soutenons les préconisations sur le besoin massif de formations, la nécessité d'un actionariat stable sur le long terme, la coopération européenne, la lutte contre l'extraterritorialité des lois américaines. Il faut insister sur la nécessité pour notre stratégie industrielle de prendre en compte de façon effective la révolution numérique. Des emplois vont disparaître (estimés par le Conseil d'Orientation pour l'Emploi à environ 10 %), d'autres apparaître et surtout la plupart seront transformés (au moins 50 % pour le COE). Les politiques mises en place doivent accélérer l'investissement industriel dans le numérique et permettre aux branches professionnelles de relever le défi gigantesque de la formation, de la qualification, et de l'organisation du travail.

Quelques remarques cependant :

Certaines préconisations s'attachent à des sujets qui ne nous semblent pas essentiels. D'autres, déjà étudiées par le CESE, auraient mérité d'être creusées : prise en compte des externalités négatives, financement des investissements, rapport donneurs d'ordre-sous-traitants, lutte contre le dumping social et environnemental... Dans plusieurs cas, l'avis propose de créer du nouveau alors qu'il nous paraît plus efficace de s'appuyer davantage sur l'existant : Comités Stratégiques de Filière, Conseil National de l'Industrie, mesures de défense commerciales européennes.

Notre industrie est prise en tenaille entre celles des pays qui privilégient la qualité, et celles des pays qui se battent sur les coûts. L'urgence, c'est la montée en gamme pour inclure plus de valeur ajoutée. Le dialogue dans les branches professionnelles est essentiel afin d'obtenir un diagnostic partagé sur les forces et faiblesses de notre industrie. Si l'avis souligne bien le rôle de l'État stratège, nous pensons qu'il aurait pu insister davantage sur la responsabilité de tous les acteurs.

Enfin, nous concluons sur l'importance du dialogue social (mentionné uniquement au niveau européen dans l'avis) car ce sont bien le travail, les travailleuses et les travailleurs qu'il faut remettre au cœur du sujet du développement de notre industrie.